



DÉPARTEMENT DE LA GUADELOUPE

Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre

Conseil communautaire du 30 juin 2015 (4^{ème} séance)

Délibération n° COM 2015-06-04 /48

OBJET: Adhésion de la CANGT au CNAS

L'an deux mille quinze, le trente juin 2015 à 18h14 le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération du Nord Grande Terre dûment convoqué, s'est réuni à la Mairie de Morne-A-L'Eau sous la Présidence de Mme Gabrielle LOUIS-CARABIN.

NOMBRE DE MEMBRES DU CONSEIL : Trente-six (36)

CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES PRESENTS : Vingt-quatre (24)

Mme ALPHONSE épouse TANCONS Louisiane, M. ARTHEIN Victor, M. ATAM-KASSIGADOU Moise, M. BARDAIL Jean, M. BERNARD Jean-Luc, Mme CARDOVILLE Roselyne, M. CORNEILLE Denis, M. DARTRON Jean, M. DELTA Edouard, M. DULAC Daniel, M. FRANCFORT Philipson, M. HERMIN Georges, M. HILL Joseph, Mme LORMEL épouse ARPIHIXAD Marcienne, Mme LOUIS-CARABIN Gabrielle, Mme MAMERT-LISTOIR Sabine, Mme MANETTE Sandra, M. MANICOM Grégory, Mme MEKEL Alexina, M. MORNAL Blaise, M. PORLON Pierre, M. ROUX Harry, Mme SERMANSON Sylvia, M. SIOUMANDAN Rénalt.

CONSEILLERS ABSENTS AYANT DONNE PROCURATION : Quatre (4)

M. ANZALA Jean à M. PORLON Pierre,
Mme ARMOUGON Betty à M. HILL Joseph,
Mme LAUG Caroll à M. DELTA Edouard,
Mme OUJAGIR Nadia à M. ROUX Harry.

CONSEILLERS EXCUSES : Trois (3)

Mme JASMIN Victoire, M. LOMBION Jean-Claude, Mme REINE épouse RAMPATH Sheila.

CONSEILLERS ABSENTS : Cinq (5)

M. DONA-ERIE Alfred, Mme GUILLAUME Stella, M. HUBERT Jean-Marie, M. MITEL Florent, Mme MOUNSAMY Fritz.

A été élu secrétaire de séance : M. HILL Joseph.

Le quorum requis étant atteint, le Conseil Communautaire peut valablement délibérer,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), notamment son article 2121-21 ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 2001-2 du 3 janvier 2001 relative à la résorption de l'emploi précaire et à la modernisation du recrutement dans la fonction publique ;

Vu la loi n° 2007-209 du 19 février 2007 relative à la fonction publique territoriale

COURRIER ARRIVÉ LE

10 JUL. 2015

S/PREFECTURE DE POINTE-A-PITRE

Vu l'arrêté préfectoral n° 2013-037-SG/DICTAJ/BRA du 30 mai 2013, portant extension et transformation de la Communauté de Communes du Nord Grande Terre en Communauté d'agglomération ;

Vu les statuts de la CANGT ;

Vu la saisine du comité technique en date du 25 juin 2015;

Considérant que l'action sociale qui représente une dépense obligatoire pour les employeurs publics collective ou individuelle, vise à améliorer les conditions de vie des agents publics et de leurs familles, notamment dans les domaines de la restauration, du logement, de l'enfance et des loisirs, ainsi qu'à les aider à faire face à des situations difficiles.

Considérant que le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Guadeloupe (CDG), en vertu de ses compétences facultatives a choisi d'accompagner les collectivités dans leur obligation en matière d'action sociale.

Considérant qu'afin de mener à bien cette mission, après mise en concurrence, le CDG a opté pour la signature d'une convention de partenariat avec le Comité National d'Action Sociale (CNAS) ; et pour répondre au mieux aux besoins des collectivités et de leurs agents, il a privilégié une gestion de proximité, par la mise en place d'une délégation départementale.

Considérant que le CNAS, association loi 1901 à but non lucratif, est un organisme paritaire et pluraliste créé le 28 juillet 1967 qui a pour objet d'améliorer les conditions de vie des personnels de la fonction publique territoriale et de leurs familles.

Considérant que le CNAS propose à ses bénéficiaires un très large éventail de prestations (aides, secours, prêts sociaux, vacances, loisirs, culture, chèques-réduction) qu'il fait évoluer chaque année afin de répondre à leurs besoins et à leurs attentes.

Considérant que l'assemblée doit désigner un élu délégué représentant la CANGT auprès des instances du CNAS, et que la Présidente doit désigner également un agent délégué aux mêmes fins.

Le Conseil Communautaire OUI l'exposé de la Présidente,

Après en avoir délibéré et voté à l'unanimité :

DECIDE

ARTICLE 1 : De mettre en place une action sociale en faveur du personnel de la CANGT.

ARTICLE 2 : D'adhérer au Comité National d'Action Sociale (CNAS) à compter du 1^{er} janvier 2015.

ARTICLE 3 : D'autoriser la Présidente à signer la convention d'adhésion au CNAS et tout document y afférent.

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Basse-Terre (6, rue Victor Hugues-97100-Basse Terre ; Téléphone : 05 90 81 45 38 ; Télécopie : 05 90 81 96 70 ; Courriel : greffe.ta-basse-terre@juradam.fr) ou d'un recours gracieux auprès de la Communauté. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. Qu'elle soit expresse ou implicite, la décision prise pourra être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois.

ARTICLE 4 : De verser au CNAS une cotisation égale au nombre d'agents de l'année multiplié par la cotisation moyenne N-1 ; la première année d'adhésion, la cotisation étant calculée sur la base de l'effectif multipliée par la cotisation plancher qui correspond à 197,89 € par agent ; pour les années suivantes, la cotisation sera calculée sur la base d'un pourcentage de la masse salariale N-1.

ARTICLE 5 : De désigner comme élu délégué au CNAS : Monsieur Grégory MANICOM, conseiller communautaire.

ARTICLE 6 : De prendre acte de la désignation par la Présidente de Madame Mylène AILOUNAKIN, DRH, comme agent délégué au CNAS.

ARTICLE 7 : D'inscrire cette dépense au budget de la CANGT.

ARTICLE 8 : La Présidente de la Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre et le Directeur Général de la Communauté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré en séance les jours, mois et an ci-dessus.

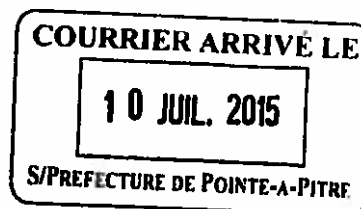
POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME,



La Présidente,

Gabrielle LOUIS-CARABIN

- Transmis à la Sous-Préfecture de Pointe-à-Pitre,
- Notifié aux maires d'Anse Bertrand, du Moule, Morne-à-l'Eau, Petit-Canal et Port-Louis
- Notifié au Comptable public de Port-Louis



La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Basse-Terre (6, rue Victor Hugues-97100-Basse Terre ; Téléphone : 05 90 81 45 38 ; Télécopie : 05 90 81 96 70 ; Courriel : greffe.ta-basse-terre@juradam.fr) ou d'un recours gracieux auprès de la Communauté. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. Qu'elle soit expresse ou implicite, la décision prise pourra être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois.

